

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL;

Rue Perez Castellanos n. 162.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. J. H. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Ephemerides.

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO.

ANNÉE 1843.

—Janvier.—

(Suite.)

9 JANV. — On commence à élever les fortifications de la capitale sur le terrain indiqué par le général Don Nicolas Vedia, et sous la direction d'une commission d'ingénieurs qui en tracèrent le plan.

10. — On commence à arracher les canons de fer qui servaient de bornes dans les rues de la ville, pour en garnir les fortifications. Ce travail est dirigé par le colonel Don Manuel Correa, qui en avait eu la première idée et avait constaté la possibilité d'employer ces canons déclarés inutiles par les espagnols et les brésiliens.

Plus de cent canons perdus dans les décombrés furent mis en état de tonner contre la tyrannie de Rosas et Oribe.

11. — On organise une maistrance ou arsenal, sous la direction de Don Justo Figueiras. On y monte en peu de temps cent quarante canons de tout calibre — la majeure partie provenant de ceux qu'on avait déterrés dans les rues. — On y répare en même temps l'ancien matériel de guerre, — et on parvient même à y fabriquer des armes blanches et des armes à feu qui rivalisent avec ce qu'il y a de mieux en ce genre en Amérique.

12. — On commence aussi à organiser un parc d'artillerie, sous la direction du colonel Don Julian Martinez.

18. — Deux cents hommes de l'armée nationale, commandés par le général Pacheco y Obes, prennent la ville de Mercedes, défendue par 120 hommes d'infanterie et quelques détachements de cavalerie (montoneras). Ces derniers sont complètement détruits, et les fantassins sont forcés à coups de sabre, de gagner à la hâte l'escadrille ennemie qui occupe le Rio Negro.

29. — La direction des travaux des fortifications est confiée au général argentin Don Tomas Iriarte.

—Février.—

2 FEV. — Le brigadier général Don Fructuoso Rivera, président de la République arrive dans la capitale. Il est reçu par les autorités civiles et militaires, accompagnées d'un nombreux état-major.

Un décret du gouvernement en date du 1er, l'avait appelé à prendre pendant quelques jours la direction des affaires.

Id. — Le brick de guerre San Martin faisant partie de l'escadrille de Rosas, échoue sur la pointe de Yeguas (au Cerro) : au moment où l'équipage abandonnait ce navire le colonel Garibaldi l'aborde avec quatre embarcations et le fait tomber sur le côté, malgré le feu très-vif de quatre lanches et d'une goëlette de guerre envoyés contre lui.

3. — Le président Rivera change le ministère Vidal et en nomme un plus conforme aux exigences de l'opinion publique.

Les ministres de son choix sont : le sénateur Don Santiago Vasquez, au gouvernement et aux relations extérieures, — le colonel Don Melchor Pacheco y Obes, à la guerre et à la marine, — et Don Francisco Muñoz aux finances.

Don Andres Lamas, juge lettré du civil et des intestats, est en même temps nommé chef politique et de police.

Ces mesures sauvent la cause nationale, minée par l'intrigue, la trahison et la faiblesse des ressorts du gouvernement.

Id. — Le président dit à l'armée, dans une proclamation : « Nous sauverons la patrie : nous assurerons son INDÉPENDANCE SACRÉE. »

Id. — L'armée de réserve est dissoute et le général Paz est nommé commandant général d'armes de la capitale et du département.

(Continuera.)

Agenda.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE, LA GEOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE, LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION ET LES MŒURS DES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA.

(Suite.)

8° Enfin dans la Bande Orientale, débarrassée de l'influence de Rosas, la liberté est dans l'air, dans les mœurs, dans les lois, par tout. « Le droit c'est la vie. »

A Buenos Ayres, sous le joug de fer de Rosas, les existences et les fortunes sont précaires, soumises au bon plaisir du tyran ou de ses satellites. « Le droit c'est la mort. »

Pourquoi, alors, une partie de la population française de Montevideo est-elle allée à Buenos Ayres ?

— Parce qu'elle y a été forcée par la misère. Cependant beaucoup de nos compatriotes sont allés au Brésil, à Corrientes, dans l'Entre Rios : et un assez bon nombre d'entre eux a mieux aimé aller en Californie que de respirer l'air corrompu d'une tyrannie odieuse, irritante. — Plusieurs français émigrés à Buenos Ayres sont déjà revenus à Montevideo, malgré notre misère croissante, et cette population n'est pas aussi réduite qu'on l'a dit à la tribune nationale.

Il y a encore cinq à six mille français à Montevideo.

Pourquoi le commerce européen a-t-il fait tant d'expéditions sur Buenos Ayres en 1849 ?

— Parce qu'il s'est fait illusion sur les ressources et les débouchés de la métropole argentine. — Parce que le gouvernement anglais a exagéré, à dessein, ces ressources et ces débouchés.

Les armateurs, les fabricants, les pacotilleurs doivent savoir maintenant à quoi s'en tenir, s'ils ont établi leur bilan. La plupart des batiments de commerce n'ont obtenu que difficilement un fret insuffisant pour couvrir les dépenses de l'armement. Le reste a relevé sur lest pour le Brésil, la Patagonie, le Chili, l'île Bourbon et les Antilles.

Pourquoi le commerce européen, qui avait montré une si grande prédilection pour Montevideo, en 1842 et en 1846, a-t-il complètement abandonné ce port et est-il devenu hostile à la cause de Montevideo lorsqu'il s'est agi de prendre une décision énergique à l'égard de Rosas ?

— Parce que le double blocus de Buenos Ayres et du Buceo étant levé, tandis que Montevideo demeurait bloqué par terre et par mer, cette place ne pouvait offrir aucune ressource aux expéditeurs.

Et une fois engagés à Buenos Ayres pour des valeurs considérables — non réalisées — il était naturel que les expéditeurs européens employassent toute leur influence auprès des gouvernements anglais et français pour éviter une expédition qui les eût infailliblement ruinés.

— Voilà pourquoi des armateurs du Havre et de Bordeaux — des commissionnaires et des fabricants parisiens — qui avaient toujours pétitionné en faveur de Montevideo, ont subitement fait défection, sans cependant réussir complètement dans leur manœuvre égoïste, anti-française.

Les partisans du traité Le Prédour ont d'ailleurs exploité habilement ces intérêts individuels, auxquels on n'hésitait pas à sacrifier notre avenir, si l'Assemblée Nationale n'y avait pas opposé son veto.

S'en suit-il qu'on ne doive commercer qu'avec Montevideo, et qu'il faille empêcher les français d'aller à Buenos Ayres ?

Loin de nous une pensée aussi fautive, aussi ridicule.

Nous voulons, au contraire, la libre communication entre les deux villes.

Nous désirons que les français, comme tous les autres étrangers, puissent aller à Buenos Ayres y travailler, s'y établir, y coloniser même, si cela entre, par hasard, dans les vues de Rosas.

Mais il faut, qu'ils y aillent librement ; c'est à dire qu'ils n'y soient pas poussés par la misère qu'on leur fait éprouver à Montevideo, tout en ayant l'air de soutenir leur cause.....

Il faut qu'ils y soient attirés, comme ils l'étaient avant la guerre actuelle, par l'attrait du bien être et de la liberté qu'on voudra leur assurer ; et non point pour servir les intérêts d'une nation rivale, ou d'un négociateur aveugle, — pour ne rien dire de plus.

(Continuera.)

NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

Mouvement des passagers par navires français seulement :

Années.	Entrées.	Sorties.
1833	179	98
1834	250	81
1835	418	89
1836	557	156
1837	448	91
1838	2186	247
1839	335	133
1840	1235	187
1841	3289	642
1842 (1er trimestre.)	2332	31

Totaux, en dix ans 11,229

1745

On peut évaluer à un quart le nombre des étrangers qui ont pris passage sur les batiments français.

On sait comment les deux tiers de cette population ont été forcées d'émigrer sur l'autre rive et ailleurs ; mais cette population reviendra dans la Bande Orientale aussitôt qu'elle pourra le faire en sécurité. Et alors elle sera bien plus considérable qu'avant l'invasion, si nous avons le bonheur que la France comprenne bien l'étendue des services que ses émigrants peuvent lui rendre dans la Plata.

Les éléments d'ordre, de progrès et de prospérité germent sans cesse dans le sein de la jeune république : ses troupeaux de bœufs, de vaches, de moutons et de chevaux, ses gras pâturages, la fertilité de son sol, arrosé avec profusion, la beauté et l'excellence du climat, sont des mines inépuisables de richesse.

L'immigration européenne, encouragée par une paix stable — et par les garanties qu'on exigera sans doute du grand perturbateur de la tranquillité publique dans la Plata — l'immigration, disons-nous, amènera ses phalanges de travailleurs, qui se répandront dans l'intérieur et donneront la vie, le mouvement, le bien être, là où l'indolence, l'incurie et la méchanceté n'ont produit que la mort, la paralysation et la misère.

PUISSANT INTERET DE LA FRANCE A RETABLIR LA PAIX.

— Il n'est pas difficile de démontrer que la France a un intérêt beaucoup plus direct que les autres grandes puissances maritimes à rétablir et consolider la paix sur les deux rives de la Plata ; car, outre que la violation scandaleuse de l'article 4 du traité du 29 octobre 1840 — et le mépris des intimations des 16 décembre 1842 (1) et 18 septembre 1845 (2) — laissent l'honneur de la France à découvert ; qu'une population française, de près de vingt mille âmes, (sur les deux rives) ; constitue une espèce de colonie qui a des droits incontestables à la protection de la mère patrie, il nous est démontré par des documents officiels, émanés de l'administration des douanes de France, que dans une période de dix années (de 1833 à 1842) il y a eu un accroissement de trois-cent-soixante quinze pour cent dans la masse de nos transactions avec les républiques de Buenos Ayres et de Montevideo. Aucune contrée du Globe ne nous offre un exemple d'un progrès aussi rapide.

Mais dans ce mouvement d'affaires, que la seconde invasion du territoire oriental est venue paralyser tout à coup, la République de l'Uruguay l'emportait de beaucoup sur sa rivale de l'autre rive. Quelques chiffres officiels, recueillis à la douane et à la capitainerie du port de Montevideo, serviront à prouver la vérité de nos assertions.

COMMERCE FRANÇAIS.

Importations et exportations réunies.

Années.	France. (3)
1833	4 209,215
1842	14 166,125

Navires entrés et sortis.

Années.	Nombre.	Tonnage.
1833	70	15 325
1842	195	41,205

Passagers entrés par navires français.

Années.	Totaux.
1833 et 1834	429
1841 et 1842	5 621

(1) Note de M. le comte de Lurde, déclarant au nom de son gouvernement que la guerre doit cesser.

(2) Déclaration de blocus et manifeste du baron Deffauds.

(3) Ces chiffres sont officiels ; mais comme les évaluations de douane sont généralement au dessous de la valeur réelle, et qu'en 1842 on était très libéral à l'égard de Montevideo, on peut raisonnablement estimer à 20 millions la somme de nos importations et exportations réunies.

(Continuera.)

MONTEVIDEO.

7 MAI 1850.

LE RAPPORT DE M. DURAND (DE MAREUIL)

—1er. article.—

Les journaux de Buenos Ayres et du Cerrito ont donné un extrait du rapport que M. Durand (de Mareuil), ancien chargé d'affaires de France à Buenos Ayres, a adressé à M. le ministre des affaires étrangères, à Paris, le 14 juillet 1849.

Nous regrettons de n'avoir pas reçu ce document complet, et en français : il est assez curieux pour mériter d'être mis en entier sous les yeux de nos lecteurs ; nous ajouterons qu'il vaut la peine qu'on s'en occupe un peu, il y a de bonnes idées ; mais, il y a un grand défaut, c'est d'être bâti sur pilotis, avec du bois pourri. Son argument fondamental est essentiellement captieux, plein d'habiletés diplomatiques...., il ne peut, toutefois, séduire que deux sortes de gens : ceux qui ne connaissent pas le premier mot de la question, et ceux qui ont un intérêt quelconque à la défigurer.

M. Durand (de Mareuil) résume de la manière suivante, son opinion sur la question de la Plata.

1° « La paix est nécessaire au développement de nos intérêts dans la Plata. »

—Accordé. L'idée a au moins le mérite de la nouveauté !

2° « Le pouvoir du général Rosas est favorable à ces intérêts. »

—C'est ce qui reste à prouver. L'avenir est incertain ; mais le passé promet ! nous jeterons un coup-d'œil rétrospectif sur l'usage que le dictateur sait faire de son pouvoir.

3° « L'antagonisme de Buenos Ayres et de Montevideo rend la paix impossible. »

—C'est vrai, tant qu'on n'aura pas mis Rosas à la raison ; tant qu'on ne l'aura pas contraint de renoncer au monopole du commerce des fleuves, et de respecter la loi des nations.

4° « Le rétablissement d'Oribe et son parti fera cesser cet antagonisme. »

—Oui, comme la mort met un terme à tous les maux. Comme la soumission de Varsovie a fait cesser l'antagonisme de la Pologne et de la Russie.

Comme la soumission de Rome a rétabli la bonne intelligence entre l'Italie et l'Autriche.

5° « Le triomphe des gens qui dominent la ville de Montevideo le perpétuera. »

—Cela dépend du genre de triomphe qu'ils obtiendront.

Cela dépend surtout de la volonté de Rosas.

6° « L'intervention de 1845, qui méconnaît ces principes, était mauvaise ; elle a échoué. »

—Elle n'a pas réussi, donc elle était mauvaise, voilà la logique de M. Durand.

Mais pourquoi n'a-t-elle pas réussi ? parce qu'on ne l'a pas soutenue ; —parce qu'on a honteusement reculé devant ce fantôme, devant ce colosse aux pieds d'argile qu'on appelle la puissance de Rosas !

7° « Le système de transactions qui résulte des positions Hood est basé sur ces principes ; il aurait réussi si sans l'opposition de nos propres agents. Appliqué avec sincérité, il doit encore donner de bons résultats. »

—Il y a trois ans qu'on en a essayé de ce candide système de transactions : M. Walecki l'a essayé de bonne foi, M. Gros l'a essayé de meilleure foi ; M. Le Prédour l'a essayé de la meilleure foi du monde (on n'en peut pas douter) ; il l'essaim encore en ce moment. (Mai 1850 !). Nous n'avons pas le moindre espoir de le voir réussir.

8° « Nous n'avons aucun engagement de pris avec Montevideo. »

—Et l'article 4 du traité du 29 octobre 1840 ? —et notre convention de commerce, toujours refusée par Oribe et accordée par son successeur ? —et l'intervention ? —et les subsides qui ont encouragé la résistance ? —Vous faites bien bon marché de tout cela, M. Durand ! On voit que vous n'êtes pas très scrupuleux sur le point d'honneur... national.

9° « Le soin de notre honneur et de l'avenir de nos relations avec ces pays exigent (dites vous) le désarmement de la légion. »

—La légion dont vous voulez parler ne demande pas mieux que de déposer les armes, mais l'honneur militaire, qu'elle entend mieux que vous, M. Durand (de Mareuil) permettez nous de vous le dire, lui défend d'abandonner ses compagnons de gloire et d'infortune, lors même qu'elle ne serait plus sous le coup des menaces barbares de la circulaire présidentielle du 1er. avril 1843.

Le soin de notre honneur, M. Durand, ne consiste pas dans le désarmement de nos compatriotes, (qui, vous le savez bien, n'ont pris les armes qu'à leur corps défendant),

—mais dans le respect des traités et dans l'accomplissement de nos promesses.

Or, il est de règle que les gouvernements sont solidaires les uns des autres.

10° « Toute expédition militaire dans la Plata, nous conduira inévitablement à entreprendre la conquête de l'Uruguay. »

—Pourquoi cela, M. Durand ?... Ne faites donc pas la France plus gourmande qu'elle n'est. Elle a, ma foi, bien assez de l'Algérie !

Ne s vous promettez, d'ailleurs, qu'elle n'a point de vues de conquêtes dans la Plata.

11° « Enfin, la question de la navigation du Parana est au moins prématurée, elle est pour le moment d'un résultat impossible et il vaudrait mieux la laisser de côté. »

—Vous nous permettez de n'être point du tout de votre avis, M. Durand (de Mareuil).

—Et d'abord, pourquoi l'Uruguay, tout aussi intéressant pour nous que le Parana, est-il passé sous silence dans votre politique fédérale ? Serait-il, par hasard, l'objet d'un article secret dans votre système de transactions ?...

Ne savez-vous pas que Rosas, qui a une volonté ferme, de la suite dans les idées, une logique naturelle, qui vaut mieux que votre dialectique artificielle et sans fond, ne savez-vous pas, disons-nous, que Rosas veut tout ou rien ?

Qu'il entende dominer complètement les rivières navigables pour en exercer le monopole, comme il le fait en ce moment, au profit exclusif de la province de Buenos Ayres ?

Non, M. Durand, il n'est pas de commerce possible, c'est à dire, de progrès commercial possible dans la Plata sans la libre navigation du Parana et de l'Uruguay.

C'est pourquoi cette question ne doit pas être laissée de côté, comme vous le proposez, M. Durand (de Mareuil). Non seulement ce ne serait pas habile, mais ce serait, de plus, imprudent.

C'est ce qu'on appelle vulgairement un grenier à coups-de-poings.

—Il faut trancher ce nœud gordien pendant que nous y sommes, afin de n'être plus exposés aux hilarités de Rosas et aux moqueries de toute l'Amérique, par notre impuissance à le dénouer, ce fameux nœud !

CONCLUSION ET MORALE :

Il faut abandonner Montevideo à son malheureux sort.

Il faut enclouer à jamais les libertés argentines et orientales au trône sanglant des dictateurs Rosas et Oribe.

Il faut replacer la lumière sous le boisseau.

Il faut, provisoirement, embarquer la CIVILISATION et la JUSTICE sur les vaisseaux de la France : leur faire traverser l'Océan jusqu'à ce qu'il plaise aux deux illustres compères de les rappeler à Montevideo et à Buenos Ayres : —mais pas au de là.

Jamais ces deux rusés matois ne consentiront qu'elles aillent ensemble donner des idées de commerce, de navigation, de colonisation, de droit des gens, de liberté enfin, aux peuples du Parana, du Paraguay, de l'Uruguay, et du Bermejo.

Cette civilisation là ne ferait point leur affaire.—M. Durand l'avoue ingénument, il faut lui rendre cette justice.

(La suite au prochain numéro.)

D^N MANUEL ORIBE

ET

L'INDEPENDANCE ORIENTALE,

HISTOIRE, ORIGINE, ASPECT ET CARACTERE DE LA

QUESTION DE LA PLATA.

D'après les documents officiels et authentiques.

(Suite.)

X.

Pendant que M. Pichon mettait tout en œuvre pour empêcher ou pour arrêter l'effet de l'armement de ses nationaux—soit en faisant distribuer des secours, assez mal administrés, aux français nécessiteux non armés, soit en protestant contre le gouvernement qui avait accepté ce puissant auxiliaire, soit en commettant l'imprudence (selon l'expression employée le 5 janvier à la tribune de l'Assemblée Nationale par M. le ministre de la justice) de faire publier et afficher des proclamations dans lesquelles il déclarait que « ceux qui prendraient les armes » perdraient leur nationalité et ne seraient plus protégés « par lui ni les agents du roi ; » ce qui était les livrer aux vengeances brutales et atroces des troupes d'Oribe—M. le commodore Purvis s'occupait d'actes beaucoup plus sérieux et énergiques ; il adoptait la seule mesure capable de rassurer complètement ses compatriotes et de mettre à l'abri de toute atteinte leur vie et leurs biens.

Les dispositions prises par le consul français, dans le but de favoriser l'entrée d'Oribe, ayant servi au contraire à l'armement qui se forma contre lui, M. Pichon voulut reprendre une attitude neutre qui n'avait jamais été

dans ses vues, mais il se trouva emporté, débordé par les circonstances.

M. Pichon faisait de l'intrigue, le commodore anglais faisait de la bonne et digne politique. Le premier se préoccupait beaucoup des petites choses, le second ne s'occupait que des plus importantes et des plus pressées. C'est parce que cette ligne de conduite a été suivie à différentes époques par les agents français et anglais, qu'il a été toujours plus facile à l'Angleterre de se retirer de la question qu'à la France, qui ne peut pas le faire sans compromettre tout à fait et abandonner plusieurs milliers de nationaux et les intérêts de tout son commerce sur la rive gauche de la Plata.

Le 9 avril, le commodore Purvis passa une note à Oribe exigeant de lui des garanties suffisantes pour tous ses nationaux et une déclaration que les menaces contenues dans sa circulaire du 1er avril ne seraient jamais mises à exécution contre eux : « La violence, lui dit-il, dont ce « extraordinaire document est empreint, les vues politiques qu'il révèle et dont l'exécution n'appartiendrait « tout au plus qu'au gouvernement argentin, la cruauté « des menaces qu'il contient et le langage dans lequel « est conçu, sont tels que dans mon opinion ils déshonorerait même les petits Etats de Barbarie. »

Le 12, Oribe lui répondit par une note évasive qui n'avait point trait à l'objet principal de la demande. En conséquence le commodore exigea une prompte satisfaction et retint momentanément en charte privée l'escadre de Brown. Oribe, qui cède, comme Rosas, quand il est contre la fermeté et la dignité jointes à la force, ne persista pas plus longtemps et il fit tout ce que le commodore avait voulu. Par une note du 17 adressée au consul anglais, par l'intermédiaire du commodore, Manuel Oribe déclara « que les vies et les propriétés britanniques seraient respectées, tant sur terre que sur mer, « selon le droit des nations... et que la persistance de « commodore à cet égard ne comportait aucune injure « exigence. »

Quelques mois plus tard les agents anglais exigèrent encore d'Oribe qu'il reconnût les traités passés avec l'Angleterre, sous l'administration du général Rivera et signés depuis l'invasion du territoire par les troupes qui assiégeaient Montevideo. Oribe s'y refusa d'abord, mais poussé énergiquement par le commodore, il finit par les reconnaître.

De manière que l'Angleterre, au début de la question, s'est trouvée avec des garanties suffisantes pour tous ses nationaux, sans distinction (car il faut remarquer ici que 200 anglais environ avaient pris aussi les armes sous le commandement d'un sir Samuel, qui pendant longtemps fut terrible aux assiégés,) et en outre elle obtint encore la reconnaissance de tous ses traités politiques et commerciaux.

Pour la France, qui avait beaucoup plus d'intérêt encore à agir de la sorte, puisqu'elle avait une population de 18 mille âmes engagée dans le pays, il ne se fit rien de pareil. Ni la rétractation du décret du 1er avril, ni la reconnaissance de notre traité de commerce ne furent demandées à Oribe.

M. l'amiral Le Prédour s'est félicité d'avoir obtenu en 1849 des garanties pour tous les français de Montevideo, armés ou non armés ; c'est en effet une bonne chose dont nous lui saurons gré, mais cette déclaration prouve au moins que jusque là on n'avait point encore eu de garanties. Il nous a donc fallu six ans pour obtenir d'un chef comme Oribe ce que le commodore anglais a obtenu en six jours ! Nous avons fait à la fin ce que les anglais ont su faire au commencement. Toutefois, il faut observer que la déclaration d'Oribe aux agents anglais a été publiée immédiatement, tandis que celle faite à M. Le Prédour ne l'a pas été encore et qu'elle est restée ensevelie dans les sombres profondeurs de la diplomatie. De sorte que, sans nullement révoquer en doute la bonne foi de M. l'amiral, on peut dire que les garanties pour les anglais sont certaines, puis qu'elles ont été publiées officiellement, et que celles pour les français ne sont encore qu'à l'état de projet puisqu'elles ne sont pas connues.

Il résulte de ces faits que les anglais ont pu rester neutres en toute sécurité, et que les français ont dû s'armer pour leur propre défense, faute de protection,

Le commodore Purvis a fait plus encore.

Dans le chap. VIII, nous avons parlé du Memorandum signé le 19 mars par les ministres français et anglais, convenant que les navires de guerre des deux nations resteraient à ce que le blocus partiel dénoncé par Rosas fut exécuté.—C'était affamer la ville, c'était favoriser Oribe ; c'était donner à Rosas un droit que ses faibles forces maritimes ne lui permettaient pas d'invoquer. Le commodore Purvis refusa de remplir ce rôle ; les autres puissances suivirent le même exemple, motivé par le refus du commodore.

Quelques mois plus tard, il est vrai, des instructions vinrent des gouvernements de France et d'Angleterre enjoignant aux commandans des forces maritimes de se conformer au Memorandum du 19 mars. Et Montevideo resta

bloqué ainsi jusqu'en 1845, jusqu'à la rupture des négociations entre Rosas et MM. Delfand et Ouseley. Plus tard, en 1847 notre port fut bloqué de nouveau, comme il l'est encore, par un simple décret de Rosas.

La conduite noble et énergique du commodore Purvis excita la colère de Rosas; les rétractations d'Orbe ne furent ni acceptées ni prises au sérieux par lui. On s'en convaincra en lisant l'extrait suivant de la *Gaceta Mercantil* du 9 mai 1843 qui donnera une idée parfaite de la confiance que méritent les actes d'Orbe et de la valeur qu'ils ont aux yeux de Rosas :

« Cette déclaration (la circulaire du 1er avril) n'est nullement contraire aux principes de justice et d'humanité dans la guerre, et le commodore Purvis n'a pas caractère ni qualité pour contester les actes de S. E. le président légal, lequel, en outre de ses titres originaires légitimes selon l'organisation politique de l'Etat Oriental, a rétabli son autorité légale dans la majeure partie du territoire de cette République, elle serait même aussi rétablie à Montevideo et partout, si le commodore britannique ne s'était pas associé à la faction rebelle des sauvages unitaires.

« Si les sujets britanniques de Montevideo n'ont pas pris parti pour l'injuste cause de la rébellion, la circulaire du 1er avril ne les concerne pas.

« Si au contraire ils ont pris parti pour les rebelles sauvages unitaires, ils ont perdu leur caractère de neutres, ils se sont déclarés ennemis d'une nation avec qui leur souverain est en paix; ils se sont livrés volontairement à toutes les éventualités de la guerre, et en combattant pour une bande de révoltés ils ont encouru les peines infligées à ces rebelles dans la Confédération et dans l'Etat Oriental. »

(La fin au prochain numéro.)

Nous avons été grandement étonné d'apprendre qu'on avait pris en mauvaise part, et donné même, une certaine importance à un article de *CHARIVARI*, inséré dans le dernier numéro de ce journal.

Il n'y avait pas là, en vérité, de quoi alarmer des hommes graves; car l'article dont il s'agit n'a rien de sérieux, ni dans sa forme ni dans ses arguments.

Cependant, comme nous ne voulons pas laisser croire, ni même supposer que le *Patriote* est rédigé dans un mauvais esprit, nous déclarons que nous nous abstenons à l'avenir de donner accès dans nos colonnes à des écrits de cette nature.

Si nous avons admis l'article contre lequel on a cru devoir réclamer, c'est qu'il nous a paru inspiré par un sentiment de généreuse pitié envers un pauvre marin qui n'avait commis d'autre crime que celui d'avoir manifesté dans le *Patriote*, — avant que nous n'en prissions la direction — des sympathies un peu trop vives pour les défenseurs de Montevideo.

Si c'est une faute que nous avons commise, qu'elle retombe sur nous; mais que les ennemis de cette noble cause ne s'en servent pas comme du martinet de BAZILE pour faire croire à l'esprit de révolte et d'insubordination des français armés ou non armés.

Dimanche dernier a eu lieu, comme l'année passée, dans l'Eglise de la *Charité*, la communion des enfants des deux sexes instruits et examinés par les soins de M. l'abbé Desombres.

La réunion était nombreuse et brillante, presque tous les enfants qui se sont approchés de la Sainte Table étaient français. On a suivi pour cette solennité les cérémonies et le rituel français; M. l'abbé Desombres a adressé à son auditoire une touchante allocution appropriée à la circonstance, et en sortant de l'Eglise on a regretté que ces petites fêtes religieuses, qui nous rappellent le plus bel âge de la vie et qui sont si propres à former le cœur et l'intelligence de la jeunesse, fussent aussi rares.

Nous avons entendu plusieurs pères et mères de famille émettre le désir de voir se former à Montevideo une petite chapelle française où nos nationaux pussent assister en famille au service divin et faire élever leurs enfants dans la connaissance et la pratique de notre sainte religion, selon le rit et les coutumes de notre pays.

Nous ne saurions qu'approuver à cette idée qui pourrait être facilement mise à exécution, dès la guerre finie, par le moyen d'une souscription entre les familles aisées, et à l'aide de quêtes et de dons, comme il est d'usage dans nos provinces de France.

Les anglais ont leur Temple, et les français qui sont beaucoup plus nombreux n'ont pas encore leur chapelle.

On pourrait alors adjoindre à cette chapelle un comité de bienfaisance et une école gratuite pour les nécessiteux et les indigènes.

Nous rendons grâce au zèle éclairé de M. l'abbé Desombres dont les tendres et pieux soins ont fait naître cette bonne idée, et nous rendons hommage aux maîtres et aux maîtresses de pensionnaires ainsi qu'aux familles françaises dont le concours bienveillant lui rend la tâche plus facile.

Le *Comercio del Plata* confirmait hier la nouvelle déjà donnée par lui, il y a quelques jours, sur la foi de ses correspondants d'Europe, de la ratification de la convention Southern par le gouvernement anglais.

Le *Comercio* fait à cette occasion des réflexions très judicieuses et très opportunes que nous nous proposons d'analyser lorsqu'il aura terminé son travail sur cette matière.

Le *Messenger de Montevideo*, en s'occupant de la mission diplomatique confiée à M. Le Prédour, fait remarquer qu'il y a bientôt un mois que l'amiral est arrivé à Buenos Ayres et que rien n'indique encore que le dictateur Rosas soit disposé à un arrangement amiable. « Au contraire, dit le *Messenger*, les données que nous avons jusqu'à présent, laissent croire, malheureusement, que « fidèle à son ancienne tactique, il manœuvre de manière à trainer les négociations en longueur, sauf à déclarer plus tard qu'il ne peut pas traiter. »

Les bruits alarmants qu'on avait tenté de répandre, à Paris, depuis deux jours, sur la situation extérieure, ont pris aujourd'hui une nouvelle consistance.

Nous sommes autorisés à déclarer qu'ils sont dénués de toute espèce de fondement.

Le Gouvernement a reçu, aujourd'hui même des dépêches de Russie, d'Autriche et de Prusse; elles nous permettent d'espérer que la paix de l'Europe ne sera pas troublée.

La nouvelle de l'entrée en Suisse de l'armée française, des armées prussienne et autrichienne, est complètement controuvée.

Le public ne saurait trop se mettre en garde contre la propagation de fausses nouvelles, inventées évidemment en vue des élections prochaines.

(Moniteur, du 28 Février.)

Europe.

FRANCE.

ASSEMBLEE NATIONALE LEGISLATIVE.

SEANCE DU 5 JANVIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. BAROCHÉ, vice-président.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LES AFFAIRES DE LA PLATA. (Suite.)

M. le Ministre. — Et puis, est-ce que c'est quelque chose de nouveau que votre système de négociation armée? Vous l'avez pratiqué de 1838 à 1840, de 1844 jusqu'à 1848; et savez-vous quand il a cessé? C'est quand la commission exécutive a ordonné qu'il cessât, car le jour où l'attitude belligérante a diminué, c'est le 27 mai 1848, et c'est la commission exécutive qui a retiré de notre station de la Plata cinq vaisseaux à la fois. Voilà la position qui a été prise.

Messieurs, dans la situation actuelle, je ne crois pas que nous retirions une force nouvelle, nous n'en avons pas besoin, d'ailleurs, d'une attitude belligérante. Nous n'avons qu'une chose à faire: négocier avec modération, avec loyauté; faisons connaître notre volonté, et le jour où nous aurons notre résolution prise, ce jour-là, si nous ne concluons pas la paix, faisons la guerre, faisons-la sérieusement, non pas avec un négociateur armé, mais avec 10, 12, 15 000 hommes s'il le faut: prenons Montevideo, attaquons Buenos Ayres, mais n'agissons pas avec les moyens mal définis, indéfinis, que nous propose la commission.

Ainsi le Gouvernement, qui accepte cette idée de forces suffisantes pour protéger nos nationaux, ne croit pas utile de prendre une attitude nouvelle. Il compte assez sur la force de la France et sur sa modération pour attendre un but sérieux dans cette question d'honneur national. (Très bien! très bien!)

Je me résume, messieurs.

Nous combattons l'ordre du jour proposé par la commission, quoique nous soyons d'accord avec elle sur ce fait, que des forces suffisantes doivent être envoyées sur les rives de la Plata pour protéger nos nationaux, leurs propriétés, leur existence.

Nous sommes d'accord avec la commission sur ce fait, que les questions de paix, d'abandon, de guerre, ne doivent être posées sérieusement que du jour où la négociation continuée aura achevé son cours.

Nous ne voulons pas, contre l'opinion de la commission, cette forme de négociateur armé, belligérant, parce que nous considérons qu'il en résultera une équivoque pour le pays, une équivoque aux bords de la Plata, sur les intentions de la France: parce que nous considérons qu'il

pourra en résulter un danger pour nos nationaux; parce que la responsabilité de l'Assemblée s'engage avant le temps, et que nous croyons que cette responsabilité ne doit s'engager que quand sera venu le moment solennel de donner sa décision.

Mais, après tout, nous déclarons, au nom du Gouvernement, que la négociation sera sérieuse: qu'elle affectera l'attitude nécessaire pour qu'elle aboutisse, pour que les intérêts de nos nationaux soient sauvegardés: enfin nous engageons très profondément notre responsabilité dans la poursuite de cette négociation, en suppliant l'Assemblée de n'engager la sienne que lorsque la lumière se sera complètement faite dans ce débat. (Vive approbation sur plusieurs bancs.)

M. le Président. — La parole est à M. Thiers.

M. Thiers. — Messieurs, je ne viens pas examiner devant vous dans quelle forme vous devez exprimer votre résolution. Il y a, à mon avis, quelque chose de plus pressant, c'est d'arrêter votre résolution elle-même, et, pour cela, de fixer vos idées sur ce grand sujet. C'est ce que je vais essayer de faire aujourd'hui.

Il me faut vraiment un sentiment de conviction bien puissant pour aborder cette tribune: car j'en ai à peine la force, et de plus, j'éprouve une répugnance véritable, moi, membre de cette majorité qui n'a cessé d'appuyer le pouvoir, à faire un acte qui pourrait avoir une apparence d'opposition. Je n'ai pas cessé, depuis deux ans, d'être ministériel; je l'ai été, je le suis encore: mais il y a des convictions dont on ne fait le sacrifice à personne. Celle que j'éprouve a été invariable depuis dix ans: elle a résisté même à la révolution, et je ne l'ai pas conquis dans les rangs de l'opposition, là où, quelquefois, des préventions dont on n'est pas maître peuvent égarer les esprits les plus sincères: c'est au pouvoir même, principal membre de l'administration, que j'ai proposé une action énergique, dans un moment où la France était engagée dans des complications européennes très graves. J'ai cru, même alors, que nos intérêts maritimes et commerciaux dans l'Amérique du sud étaient assez grands, et dans le présent et dans l'avenir, pour exiger de la part de la France une détermination prompte; ce que j'ai cru alors je le crois encore, et je vous demande la permission de vous en donner les raisons bien simples, et je l'espère, je m'abuse peut-être, concluantes. (Mouvement d'attention.)

On ne dit pas, mais on insinue au moins, qu'une action quelconque sur les bords de la Plata pourrait entraîner peut-être des complications européennes, on l'insinue.

On vous dit d'ailleurs: Pourquoi? Pour un commerce qui n'existe plus, qui s'est déplacé, qui même existe en entier à Buenos Ayres! En vérité, ce n'est pas la peine. Il y a à Montevideo quelques Français armés malgré leur gouvernement, se mêlant d'une querelle qui ne les regarde pas; ils sont malheureux, à ce titre intéressants, mais pour quelques Français malheureux, intéressants, qui se sont compromis sans mission dans une querelle lointaine la France n'a pas de motifs suffisants pour engager ses forces, et surtout pour tenter une entreprise pour laquelle on emploie le plus grand mot de la politique, la guerre. La guerre, dans l'état de la France, dans l'état du monde, pour quelques imprudents, intéressant peut-être, ce n'est pas la peine. Il faut négocier: l'honneur de la France veut qu'elle obtienne un traité qui n'ait rien d'humiliant, rien d'obscur. (On veut bien ne voir que des obscurités dans le traité.) Il faut se confier au Gouvernement et le laisser tirer de cette situation gâtée, fâcheuse, ce qu'il en pourra tirer, et n'y pas attacher trop d'importance.

Voilà, au fond, si je ne me trompe... (Mouvement au banc des ministres.)

M. le garde des sceaux a dit: « Non! » Ai-je mal analysé les arguments? (Non! — Très bien!) Des complications possibles en Europe; un commerce qui n'est plus, qui est déplacé au moins; quelques imprudents, intéressants peut-être, mais qui ne valent pas la guerre; et enfin la guerre, une entreprise des plus difficiles, qui pourrait ressembler à l'entreprise de la France sur l'Algérie: on nous a dit tout cela, c'est même M. le ministre des affaires étrangères qui nous l'a dit.

M. le ministre des affaires étrangères. — Parfaitement!

M. Thiers. — Sont-ce là les vrais arguments? Je le crois; je n'en ai pas entendu d'autres.

Eh bien, si vous voulez me faire l'honneur de m'écouter avec quelque attention et quelque patience, j'espère réduire ces arguments, dont on nourrit la discussion depuis quelques jours, permettez-moi le mot, à bien peu de valeur.

D'abord, quant aux complications européennes possibles, je me hâte d'affirmer que c'est une fable; qu'il n'y a pas une complication européenne possible dans cette question-là, et je mets ici au défi tout homme politique sérieux et connaissant l'état du monde, de venir déclarer qu'il pourrait résulter de ce qu'on propose de faire dans la Plata une complication avec l'Angleterre ou les Etats-Unis.

Il faut isoler la question, il faut la laisser ce qu'elle est, américaine.

(La suite au prochain numéro.)

Avis á nos abonnés.

Le Patriote publiera dans le courant du mois prochain une correspondance intime de M. LEBEVRE DE BECOURT, ancien Chargé d'affaires á Buenos Ayres, ainsi que plusieurs autres documents précieux pour l'histoire de la question de la Plata.

Les personnes qui ne sont pas abonnées, ou celles qui, l'étant, désireraient recevoir plusieurs numéros, sont instamment priées de se faire inscrire, avant le 10 du courant, au bureau du journal, rue Perez Castellanos, N° 162, ou chez M. Jaime Hernandez, libraire, rue du 25 de Mayo.

EN VENTE:

Chez les libraires et á l'imprimerie française, —rue du 25 Mai :

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS
LA PROVINCE BRÉSILIENNE DE RIO GRANDE
DU SUD, LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE
L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE
LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par
M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat General de
France, auteur du

VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALEGRE,
de notes commerciales et de plusieurs
autres écrits sur Montevideo.

PRIX

Un Patacon.

LA VITE

BOTTIER FRANÇAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement á Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure á la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres á 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreront de leur confiance auront lieu d'en étre satisfait. —Rue du Rincon, n. ° 87, en face de la confiserie.

Le Sieur Abadie,

Professeur de Français au Collège national de Montevideo, donne aussi des leçons particulières de lecture, d'écriture et de calcul appliquée á la tenue des livres de commerce.

S'adresser á lui même audit Collège ou rue Sarandi á la tienda de M. Forgues.

Il a été perdu.

Une Tabatiere en platine ouvree, Paysage d'Algerie.

La personne qui la trouvee et qui la remettra rue des 33, N° 41, sera generousement gratifiée.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet etablissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journellement.

M. Guillot, son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilites, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leurs patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville et des diners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agreablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de soins assidus.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente á l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux, —L'Orgueil;
Les Peches Mignons.

Rapé Français de

BORDEAUX, venu par le dernier navire, á UN PATACON la libre. —Au Bureau de tabac de la Marine, près du Molle, où on trouvera également un grand assortiment de tabac américain á chiquer á des prix modérés.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Sansonnet.

Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modérateur.

Un de ces cinq articles sera donné au choix á tout souscripteur.

A un exemplaire de la Revolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT:

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prevenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent á l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

On désire acheter

Un chien de chasse. —S'adresser rue de las Camaras, n° 156.

Changement de do-

MICILE

Le Docteur E. T. Ackermann, Professeur de l'école Imperiale de Médecine Homeopathique du Brésil, approuvé et autorisé par le Tribunal d'Hygiène Publique de la République Orientale, á l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de transférer son Cabinet de Consultations, Rue du 25 mai N. 354, où pourront s'adresser, á toute heure du jour ou de la nuit les personnes qui voudront bien lui accorder leur confiance.

Le Dr Ackermann continuera á recevoir au "dispensaire gratuit," ouvert les Lundi et Jeudi les indigents auxquels, outre les Consultations il fournira "gratuitement" les médicaments dont ils auront á faire usage.

Un jeune homme.

Recentment arrive d'Italie, cuisinier de son état desiré trouver á se placer ou dans une fonda ou dans une maison bourgeoise.

Il donnera de bons repondans. —S'adresser au bureau du Patriote.

Maison Aubriot,

RUE DES 33 N° 90.

On y trouvera en vente á des prix très modérés: —Lampes dites á modérateur, d'un nouveau système d'une parfaite clarté et des plus économiques, —Etois de mathématiques, —Boites de couleurs pour aquarelle, —Pisto-

lets, Sabres et Fusils de toutes classes, —Equipages de chasse, —Niveaux d'eau, —Chandeliers en plaqué, —Cachets et articles de bureaux, —Coutellerie fine, —Tableterie, ainsi que beaucoup d'autres objets du meilleur goût.

LA

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Promulguée

Par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848

Brochure in 32.

Se vend á l'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n, 162.

A vendre pour cau-

SE DE DEPART, l'Etablissement bien situé, de Cafe et Billard, place de la Constitution, N° 273 et 275.

A vendre pour cau-

SE DE DEPART, une petite maison avec un vaste terrain entouré de mur, située dehors du Marche. S'adresser au même Cafe.

Un cuisinier fran-

çais desiré trouver un emploi soit dans un hotel, restaurant ou maison bourgeoise, il fournira de bons renseignements, s'adresser au bureaux du Patriote.

A Louer

UN CAFE bien achandélé á un prix très modéré, pourvu que la personne qui se présentera donne de bonnes garanties.

S'adresser au bureau du PATRIOTE.

Charcuterie française

ET

ORIENTALE.

Le sieur Hébert Célestin, propriétaire de la Charcuterie située en face de l'hôpital français, á l'honneur de faire savoir aux amateurs de la bonne chère et du bon goût, que depuis le dimanche de Pâques, on trouve dans son etablissement tous les articles ayant rapport á son état, et susceptibles de flatter les gastronomes les plus délicats.

On trouvera également, deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, des gras doubles á la Lyonnaise, des tripes á la mode de Caen, qu'on pourra manger dans l'établissement ou faire porter á domicile.

Le tout á des prix en rapport avec les circonstances.

Pour St. Francisco Californie.

TOUCHANT A VALPARAISO.



Le magnifique trois mats Français "Primoguet" du port de quatre cents tonneaux ayant tout son fret arrêté partira par contrat le 20 mai pour cette destination.

Ce navire, tout neuf, et de premiere classe, avant une vaste chambre bien aérée peut encore admettre quelques passagers de chambre qui trouveront á bord toutes les comodités et tout le confort désirable pour une longue traversée.

S'adresser pour traiter á MM. Castellini, Esbels et Compagnie consignataires ou chez L. Sagory y Kuns courtiers.

Plasola del muelle.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n° 162.